

"Washington assure de son soutien les programmes d'intégration européenne" dans Il nuovo Corriere della Sera (16 janvier 1957)

Légende: Le 16 janvier 1957, le quotidien italien Il nuovo Corriere della Sera décrit la position des États-Unis à l'égard des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom).

Source: Il nuovo Corriere della Sera. 16.01.1957, n° 14; anno 82. Milano: Corriere della Sera. "Washington assicura il suo appoggio ai programmi di intergrazione europea", auteur:Stille, Ugo , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/washington_assure_de_son_soutien_les_programmes_d_integration_europeenne_dans_il_nuovo_corriere_della_sera_16_janvier_1957-fr-142f3843-7e05-48c2-8b68-of899b3c662e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Washington assure de son soutien les programmes d'intégration européenne

Une déclaration officielle du département d'État précise que ces initiatives doivent renforcer la Communauté atlantique et favoriser les échanges multilatéraux sans discrimination de même que la convertibilité monétaire.

De notre correspondant

New York, le 15 janvier.

Ce soir, dans une déclaration officielle du département d'État, le gouvernement des États-Unis a renouvelé son appui aux forces d'intégration européennes et en particulier au projet de marché commun qui est maintenant rentré dans sa phase décisive. Confirmant cette position, le communiqué stipule:

«L'attitude des États-Unis vis-à-vis des propositions pour un marché commun européen et pour une zone de libre échange est motivée par deux principes traditionnels de la politique américaine: notre appui constant aux initiatives destinées à renforcer la puissance politique et économique et la cohésion de l'Europe occidentale, dans le cadre d'une communauté atlantique en développement, et notre adhésion traditionnelle à la cause des progrès vers un système commercial multilatéral dépourvu de mesures discriminatoires et vers la convertibilité monétaire».

Invitation aux Anglais

Au cours de la déclaration, le département d'État exprima ensuite l'opinion qu'une association de la Grande-Bretagne aux projets de marché commun et d'intégration européenne «ne ferait que renforcer l'unité de la communauté atlantique et du monde libre».

Les observateurs diplomatiques de Washington mettent en relief ce soir deux points significatifs de la prise de position du gouvernement américain. Le premier est constitué d'une allusion explicite à une intégration européenne dans le cadre de la communauté atlantique. Un tel appel semble motivé par la préoccupation de bloquer dès le début tout glissement de l'europanisme vers les formes neutres d'une «troisième force» qui serait coupée de l'Amérique.

Même s'ils se déclarent convaincus que cela n'a jamais fait partie des intentions des promoteurs de l'intégration européenne, qui sont, finalement, tous des partisans traditionnels de la pleine entente avec l'Amérique, les représentants du département d'État se rendent compte que la crise récente dans les rapports entre les alliés, résultant de l'épisode égyptien, a remis en marche des courants d'anti-américanisme dans certaines sphères européennes.

C'est pour cela que Washington a voulu rappeler le concept selon lequel les deux termes d'europanisme et d'atlantisme ne sont pas en opposition, mais qu'ils sont bien complémentaires et qu'ils font partie d'un même processus de consolidation de l'alliance occidentale. Dans une telle opération de clarification, Washington compte beaucoup sur l'action personnelle du ministre belge des Affaires étrangères Spaak.

Le second point intéressant de la déclaration du département d'État soulève en substance le même problème sur le plan économique. En effet, il exprime l'espoir américain que le marché commun européen ne comporte aucune discrimination vis-à-vis des États-Unis sur le plan commercial ou monétaire.

En substance, le département d'État commence à mieux comprendre les difficultés et les problèmes complexes que présente la «politique des deux pédales» (évoluer à la fois sur la voie du renforcement atlantique et sur celle du rapprochement avec le bloc afro-asiatique).

Un exemple des exigences contradictoires auxquelles sont soumis les deux secteurs sur lesquels opèrent la politique américaine est apparu aujourd'hui même au cours du témoignage du secrétaire d'État Dulles devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

La guerre n'aura pas lieu

Dulles a déclaré, en substance, que si la doctrine Eisenhower est approuvée par le Congrès, les probabilités de conflit au Moyen-Orient seront minimales mais que, dans le cas contraire, elles seront élevées.

Quand le sénateur Kefauver lui a demandé comment d'un côté le gouvernement insiste sur le fait que la défense du Moyen-Orient est une nécessité vitale pour préserver la force de l'Europe et que de l'autre il n'ait pas associé les pays européens au programme Eisenhower pour le Moyen-Orient, Dulles a répondu: «Le faire aurait dès le départ voué notre programme à l'échec, étant donné les sentiments qui dominent aujourd'hui dans le monde arabe».

Mais si agir unilatéralement et en dissociation de l'Europe au Moyen-Orient semble, à présent, pour les États-Unis être l'unique manière pour soustraire les pays afro-asiatiques de l'influence russe, Washington est conscient entre autre du danger inverse que cela représente, celui du renforcement en Europe des tendances à la création d'une «troisième force» coupée de l'Amérique.

Pour éviter cela, les dirigeants des États-Unis sont en train de multiplier les efforts de réconciliation, que ce soit sur le plan personnel ou sur le plan politique, avec les alliés européens.

[...]

Ugo Stille